



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique agricole

Question au Gouvernement n° 1906

Texte de la question

ASSISES DE L'UMP SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Vasseur, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Isabelle Vasseur. Monsieur le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, la sécurité et l'indépendance alimentaires constituent un défi majeur pour l'avenir de l'humanité et un enjeu aussi vital que la question énergétique. Actuellement, plus d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. Et il faudra augmenter de 70 % la production agricole pour nourrir 9 milliards d'hommes en 2050.

À la veille des négociations qui définiront la PAC après 2013, l'objectif d'assurer la sécurité des approvisionnements de l'Europe conserve toute son acuité. La nouvelle PAC devra également participer au maintien d'une agriculture diversifiée et de qualité en France. Je rappelle que le secteur agricole connaît sa plus grave crise depuis trente ans, qui touche l'ensemble des filières. Les agriculteurs ont ainsi vu leur revenu diminuer de 50 % en deux ans.

Les marchés agricoles n'étant pas des marchés comme les autres, de nouvelles formes de régulation doivent être imaginées. C'est dans ce contexte que notre président de groupe, Jean-François Copé (*"Excellent !" sur les bancs du groupe UMP - Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), a proposé à Christian Jacob, Pierre Lequiller et Patrick Ollier d'animer un groupe de travail sur la sécurité et l'indépendance alimentaires, chargé de réfléchir à la régulation internationale de l'agriculture, à l'avenir de la PAC et aux enjeux de la stabilisation des prix et des volumes des denrées alimentaires en France.

Ce travail parlementaire, auquel j'ai participé activement, à l'instar de beaucoup de mes collègues UMP, s'est conclu le 21 janvier dernier par la tenue d'assises. À cette occasion, de nombreuses propositions ont été formulées : la mise en oeuvre d'une nouvelle gouvernance alimentaire mondiale ; la volonté de maintenir une PAC forte et ambitieuse organisant une nouvelle régulation des marchés agricoles ; enfin, au niveau national, la stabilisation du revenu des agriculteurs, une meilleure organisation des producteurs, le renforcement des interprofessions ou encore l'amélioration des instruments de couverture des risques climatiques et économiques en cas de crise.

Monsieur le ministre, vous avez participé à ces assises. Aussi souhaiterais-je connaître votre sentiment sur les solutions novatrices proposées par le groupe UMP. Il est en effet indispensable que la poursuite de notre action ambitieuse au niveau national puisse répondre avec force aux attentes des agriculteurs. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche*. Madame la députée, notre agriculture est à un moment de son histoire où les agriculteurs français ont besoin de notre soutien à tous. C'est pourquoi je me réjouis que le groupe UMP se soit saisi du problème de la sécurité alimentaire.

Au-delà de la question agricole, la France et l'Union européenne sont confrontées à trois enjeux majeurs.

Premier enjeu : la sécurité alimentaire. Comment continuer à garantir l'alimentation des 500 millions de citoyens européens dans un monde qui n'est pas capable de nourrir un milliard de personnes ?

M. Jean-Paul Lecoq. On fait la guerre, comme en Afghanistan !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation*. Deuxième enjeu : la sécurité environnementale. Comment continuer à produire dans le respect de l'environnement et à promouvoir une agriculture durable ? À ce propos,

je rappelle que l'agriculture est probablement le secteur économique qui, depuis de nombreuses années, a consenti le plus d'efforts pour se conformer aux objectifs du développement durable. Ces efforts concrets méritent d'être salués. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Troisième enjeu : la sécurité sanitaire, sur laquelle nous travaillons étroitement avec Roselyne Bachelot. Comment continuer à garantir à tous les consommateurs français que les produits agricoles de consommation courante présentent une sécurité sanitaire totale ? C'est un des problèmes soulevés par votre question. Ces trois défis, nous ne parviendrons à les relever que si nous mettons en oeuvre une politique agricole commune forte. Telle est la ligne que défend le gouvernement de François Fillon avec le Président de la République. Et cette politique commence à porter ses fruits depuis plusieurs mois. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Vasseur](#)

Circonscription : Aisne (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1906

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche

Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 janvier 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 janvier 2010